

alternatives **Jean-François Kahn** Journaliste et essayiste

Affaire Khashoggi : notre honte saoudienne

Jusqu'à présent, quand le régime totalitaire saoudien escamotait un opposant, nul ne moufrait. Ni vu ni connu. Pschitt!

Il est vrai que ces fétus de paille brûlés sur les bûchers de l'intolérance wahhabite ne chroniquaient pas dans le *Washington Post*.

Il est vrai surtout que leur exécution au sabre n'était pas relatée par le menu sur tous les petits écrans du monde. On décapitait à huis clos. On décapitait.

Ce qui a permis à l'affaire Khashoggi de prendre une telle ampleur, c'est l'aspect « grand-guignolesque » du drame dont les plus sadiques mais talentueux auteurs de romans noirs auraient pu écrire le scénario. La scène se passe dans les salons feutrés d'un consulat, au cœur d'Istanbul. La victime, si l'on croit les révélations en chaîne (ou plutôt les révélations déchainées), aurait été torturée, décapitée, démembrée et évacuée par morceaux. La valise ou le cercueil ? En l'occurrence, les valises furent le cercueil. Le consulat faisait aussi boucherie-charcuterie. C'est un médecin légiste, appointé par les services secrets saoudiens (et qui selon Riyad n'était venu que pour alimenter la conversation), qui aurait découpé le contestataire en tranches tout en écoutant de la musique (*On découpe bien les contestataires en tranches* aurait pu être le titre d'un roman noir. Ça vaut bien *Massacre à la tronçonneuse*).

Ce qui a été raté en fin de compte, ce n'est pas la découpe, c'est la mise en musique d'après. Car il y a une règle : un corps disparu pèse toujours plus lourd qu'un cadavre apparent. La preuve par celui de Jésus-Christ. Ou de Maurice Audin. Ou même de l'imam caché !

Une victime dont la dépouille s'est évaporée nous accable doublement, parce qu'elle est morte et parce qu'elle est toujours vivante. C'est comme le cadavre de Polynice : faute de sépulture, il risquait d'errer tel un fantôme qui vous poursuit (c'est même pourquoi Anti-

gone décida de l'ensevelir).

Un précédent

Donc le dénommé Mohamed Ben Salmane, homme fort de Riyad et initiateur du forfait, a tout intérêt à organiser des obsèques, fût-ce d'un mannequin, s'il ne veut pas être harcelé par un spectre, au risque de devoir assister à l'enterrement de toutes ses ambitions.

J'ai connu de près une histoire semblable ayant contribué, en un temps que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître, à révéler la façon dont fut éliminé le principal opposant marocain, un certain Ben Barka.

C'est l'homme fort du pays, le Salmane de l'époque, ministre de l'Intérieur du roi Hassan II, le général Oufkir, qui organisa son enlèvement en plein Paris, le séquestra dans une villa de banlieue où il tenta de le faire parler puis... puis plus rien ! Le secret fut enseveli dans un bloc de béton ou bien dissous dans une cuve d'acide. (Je me rendis même un jour dans un entrepôt de Bruxelles où l'on m'avait assuré que le corps avait été dissimulé et j'y fus accueilli par une propriétaire, Madame Vanderput, qui n'en revint pas. Ben Barka non plus.)

Oufkir, en fin de compte, fut liquidé à son tour à la suite d'une tentative de coup d'Etat.

Est-ce le sort qui attend Salmane ?

Silences et murmures

L'affaire Khashoggi nous a enfin dessillé les yeux concernant l'Arabie saoudite. Mais que d'hypocrisies ! Quand l'armée saoudienne est intervenue au Bahrein, pays prétendument souverain, pour y écraser dans le sang une vaste révolte populaire, on n'a rien dit.

Quand elle est intervenue au Yémen, autre pays prétendument souverain, pour y imposer le pouvoir de ses affidés sans hésiter à bombarder les populations civiles, on n'a rien dit.

Quand Riyad transforma l'exemplaire

soulèvement démocratique des Syriens en une entreprise armée djihadiste (ce qui fit le jeu de Bachar el-Assad), on n'a

rien dit. On a même appuyé.

Quand Salmane, déjà, fit enlever le Premier ministre libanais Saad Hariri pour le contraindre à se plier à son diktat, on se contenta de murmurer.

Quand il tenta de renverser, en imposant un blocus, le régime du Qatar, on détourna les yeux.

Les charrettes de condamnés à mort (un record absolu mondial par rapport à la population), les opposants arrêtés et torturés, les mauvais esprits fouettés : quand le Canada osa émettre une timide critique, Riyad rompit quasiment les relations diplomatiques.

Jusqu'où laissera-t-on aller ?

Pourquoi cette indulgence ?

Parce que Salmane a permis à quelques femmes d'obtenir, sous conditions, des permis de conduire ? Un moderniste, donc ?

D'ailleurs il a fait arrêter et enfermer (dans un hôtel de luxe, il est vrai) une flopée de grands notables féodaux et de richards du cru qui lui faisaient ombre. Pour cela, on l'a applaudi sans s'aviser qu'il n'y eut aucune décision de justice. Et qu'on les libéra contre rançon. Au profit de qui ?

A quelle catastrophe faut-il s'attendre avant qu'on prenne conscience que l'homme fort d'Arabie n'est pas le « right Salmane at the right place » ?

Pourquoi si peu de réactions jusqu'ici alors que, trois jours après l'empoisonnement d'un agent double russe en Grande-Bretagne, les sanctions étaient déjà prises ?

Parce que, a avoué *franco* Donald Trump, nous vendons beaucoup d'armes très chères à l'Arabie et avons l'intention de continuer.

Heureusement que l'Allemagne hitlérienne fabriquait ses propres armes et ne les importait pas des Etats-Unis. ■